

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2024/ST/072,**

LE MAIRE DE MAYENNE,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212-2, L. 2213-1 et L. 2213-2,  
**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 417 - 10/II 10°, R417-11, R 325 - 14, R 411-25,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles afin d'assurer la sécurité publique et notamment celles des piétons et autres usagers,

**CONSIDÉRANT** que la société SANTERNE - 558 boulevard François Mitterrand - 53100 MAYENNE doit procéder au renouvellement de fils aériens rue de Bretagne,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, pour des raisons de sécurité, de régler le stationnement,

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la DIRO en date du 15 février 2024,

**ARRETE :**

**Article 1** - **Le stationnement est interdit rue de Bretagne du n° 15 au n° 5** afin de permettre à l'entreprise SANTERNE de procéder aux travaux énoncés ci-dessus.

**Article 2** - Seuls les véhicules de l'entreprise SANTERNE sont autorisés à occuper ces emplacements afin de procéder à ses travaux.

**Article 3** - L'arrêté porte sur la **journée du VENDREDI 8 MARS 2024.**

**Article 4** - La signalisation appropriée, utile et nécessaire à la sécurité des usagers et des riverains, est fournie et mise en place par l'entreprise SANTERNE, entre autres les renvois piétons. La signalisation interdisant le stationnement doit être posée minimum 8 jours avant le début des travaux.

L'entreprise SANTERNE est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Celle-ci doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux.

**Article 5** - Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6** - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Mayenne et Monsieur le Commandant de la brigade de proximité, gendarmerie de la Mayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**DESTINATAIRES :**

M. le commandant de la brigade de proximité  
Service Voirie  
M. RAGOT, bureau d'études  
DIRO  
ENTREPRISE SANTERNE  
Agents de Surveillance de la Voie Publique

LE MAIRE DE MAYENNE, certifie  
avoir affiché ce jour le présent arrêté dans  
les lieux et formes accoutumés.

MAYENNE, le **19 FEV. 2024**

**Le Maire, Jean-Pierre LE SCORNET**

